

Environ soixante-dix personnes, - enseignants, parents et enfants du RPI de Lutter-Sondersdorf- Raedersdorf - se sont rassemblées hier après-midi à Lutter pour dénoncer la fermeture éventuelle d'une classe et défendre la place des écoles dans les villages.



Après l'opération « école morte » lancée à Chavannes-sur-l'Étang le mois dernier (L'Alsace du 11 février), c'était au tour des enseignants du RPI de Lutter-Sondersdorf-Raedersdorf de se mobiliser pour dénoncer la fermeture éventuelle de l'une des cinq classes.

Ainsi, malgré la pluie, ils étaient près de soixante-dix, enseignants, élus, parents d'élèves mais également enfants à avoir répondu à l'appel lancé par Bénédicte Schweitzer, directrice de l'établissement, soutenue par les maires des communes concernées (L'Alsace de hier). « Je ne pensais pas qu'il y aurait autant de monde un samedi », glisse Bénédicte Schweitzer ravie. « Nous voulions marquer le coup. Il n'était pas question de rester les bras croisés à attendre sans rien faire ».

Munis de pancartes et d'affiches fabriquées par les enseignants eux-mêmes sur lesquelles on pouvait lire « Sauvons les classes de nos villages », « Non à la mort programmée de nos écoles rurales » ou encore « Sauvons notre RPI avec ses cinq classes », les « manifestants » se sont rassemblés symboliquement devant l'école élémentaire de Lutter pour exprimer publiquement et à haute voix leurs inquiétudes quant à la prochaine carte scolaire. Une carte scolaire qui, selon leurs sources, verrait la suppression de l'une des cinq classes du RPI alors même que le nombre d'élèves (104 actuellement) ne devrait pas varier à la rentrée prochaine. Une fermeture de classe qui n'a pas été confirmée par l'inspection académique.

Enseignants et parents d'élèves ont pu compter sur le soutien des élus des communes concernées. Ainsi, André Sontag, maire de Raedersdorf, Jean-Marc Metz, adjoint aux affaires scolaires et vice-président du SIAS (Syndicat intercommunal des affaires scolaires), Rémy Halm, maire de Lutter et ses adjoints, Thierry Doll et Pierre Grisweg ainsi que Pierre Muller conseiller municipale à Sondersdorf, étaient présents hier.

Tout comme le conseiller général du canton de Ferrette et président de la communauté de communes du Jura alsaciens (CCJA), Dominique Dirrig qui n'a pas mâché ses mots. « Aujourd'hui nous sommes devant un vrai problème de diminution des postes. Si on continue comme ça, la qualité de notre enseignement va en pâtir. Il y a des sous pour investir ailleurs

mais pas dans l'éducation de nos enfants, c'est grave, c'est même dangereux. Nous devons nous battre pour leur offrir une éducation de qualité car l'éducation, c'est l'avenir », déclare Dominique Dirrig qui déplore par ailleurs le manque d'informations. « On ne sait pas ce qu'il se passe. J'ai l'impression qu'on nous prend pour des simples. Aujourd'hui, personne ne peut s'organiser », souligne le conseiller général qui a lancé « un appel solennel à nos parlementaires, député et sénateurs, pour qu'ils montent au créneau qu'ils défendent nos classes à Paris » .

Car même si rien n'a été dévoilé officiellement pour l'instant, les inquiétudes sont nombreuses. Du côté des enseignants comme des parents. « Je n'ai pas envie de voir 40 enfants dans une classe de maternelle. Il est important de se mobiliser pour la qualité de l'enseignement de nos enfants. Ceux qui en souffriront le plus, ce seront les élèves en difficulté. Les enseignants auront moins de temps pour eux », estime pour sa part Doris, maman de trois élèves du RPI.

Une inquiétude partagée par Fanny, enseignante à Raedersdorf où une classe avait déjà été fermée l'an passé. « On ne peut pas assurer le même enseignement si il y a vingt élèves dans une classe que si il y en a trente. D'autant plus que nos classes ne seraient plus adaptées », souligne-t-elle.

La suppression d'une classe nécessiterait en effet une réorganisation qui ne serait pas sans poser certains problèmes comme le souligne la directrice. « L'école de Sondersdorf est aménagée pour des enfants de maternelles tandis que celles de Lutter et de Raedersdorf le sont pour des primaires. La hauteur des sanitaires ou la taille des salles de classes ne sont pas du tout les mêmes selon les sections. Cela pose donc un vrai problème d'organisation. Car si on doit fermer une de nos deux classes de maternelle, on se retrouverait avec une classe de 39 élèves à Sondersdorf. Or ce n'est pas possible. On aurait alors comme solutions de faire venir des élèves de primaire à Sondersdorf ou d'envoyer des enfants de la grande section de maternelle à Lutter ou à Raedersdorf. Mais dans les deux cas le problème est le même : les locaux ne sont pas adaptés. Aucune solution n'est satisfaisante. Les écoles rurales ne peuvent pas être gérées juste avec des chiffres », conclut Bénédicte Schweitzer avant de partir pour Mulhouse avec une petite délégation d'une vingtaine de personnes. Mulhouse, où ils ont rejoint les quelque 400 manifestants qui ont participé au rassemblement du « Printemps de l'éducation » initiée par le collectif « Un pays, une école, un avenir » qui regroupe des syndicats d'enseignants et de parents d'élèves. Et se rendre compte qu'ils ne sont pas les seuls à attendre des réponses.

Jérôme Gil